

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80 145  
49 183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 24 oct 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Semences de France SA**

62 rue Léon Beauchamp  
BP 18  
59932 LA CHAPELLE D ARMENTIERES

Références : 2022-580\_INSP\_Semences de France – Voivres Lès Le Mans\_RAP  
Code AIOT : 0006301985

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement Semences de France SA implanté ZCAP Les Randonnay 72210 VOIVRES LES LE MANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite périodique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Semences de France SA
- ZCAP Les Randonnay 72210 VOIVRES LES LE MANS
- Code AIOT : 0006301985
- Régime : Autorisation (futur E)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site d'entreposage de semences, effectuant des opérations de stockage, de réception et d'expédition.

9 personnes sont présentes sur le site dont 3 administratifs.

Il n'y a pas d'activités de transformation sur le site, qui livre à 60 % des coopératives agricoles et à 40 % du gazon grand public.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- principal:suites de la visite précédente
- situation administrative

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection des installations classées note peu d'avancées par rapport à l'inspection de 2015.

Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant pour qu'il justifie ses ressources en eau en cas d'incendie et qu'il fasse réceptionner ses moyens par le SDIS.

Les autres non conformités devront être levées rapidement, faute de quoi l'inspection des installations classées proposera également au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ces points.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|--|---|-----------------------|
| 11 | Moyen de lutte contre l'incendie : poteaux d'incendie | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.2.2.1 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Situation administrative : tenue à jour         | Code de l'environnement du 18/10/2022, article R511.9    | /  | Sans objet        |
| 4  | Installations électriques : actions correctives | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.7.7 et 8.1.4 | /  | Sans objet        |
| 5  | Consignes d'urgence                             | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.2          | /  | Sans objet        |
| 6  | Rétention des eaux d'incendie : bassin          | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.2.3          | /  | Sans objet        |
| 7  | Moyen de lutte contre l'incendie : désenfumage  | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.4.2          | /  | Sans objet        |
| 8  | Conditions de stockage                          | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.5            | /  | Sans objet        |
| 10 | Formation du personnel                          | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.3          | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 12 | Moyens de lutte contre l'incendie : vérification | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 2  | Conditions d'exploitation : bâtiment B0     | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 1.3.3 | /  | Sans objet        |
| 3  | Activités menées au sein de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 1.3.1 | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Voir ci-dessous.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative : tenue à jour**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/10/2022, article R511.9   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tenue à jour des rubriques de classement   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.  |
| <b>Constats :</b> La société Semences de France a déposé, le 26/11/2021, une demande d'antériorité au titre de la rubrique 1510 auprès de la préfecture de la Sarthe. Elle déclare un volume d'IPD de 75600 m <sup>3</sup> , pour le stockage de gazon fourragère (rubrique 1510 (A.I) suivant le courrier). Il s'agit plus probablement de la rubrique 1510.2.b.<br>L'exploitant ne justifie pas le volume sollicité.<br><br>Son arrêté préfectoral du 05/05/1998 mentionnait au niveau de l'article 1.2 les rubriques suivantes :<br>- 2180.1 dépôt de tabac (6000 tonnes - régime A),<br>- 1510.1 entrepôt (90000 m <sup>3</sup> - régime A),<br>- 2925 Atelier de charge d'accumulateur (17,28 kW - régime D).<br><br>Le site dispose de 4 bâtiments dénommés par l'exploitant V0 (plus exploité), V1, V2 et V3.<br>Le stockage du tabac a été arrêté.<br><br>Il convient que l'exploitant mette à jour sa situation administrative sur l'ensemble des rubriques.<br>La rubrique 2925 a évolué en 2019.<br>La rubrique 1510 a évolué en 2020.<br>Pour cette dernière rubrique, il convient que l'exploitant fournisse un plan avec les différents bâtiments, mentionne les distances entre eux, précise les volumes, surfaces et hauteurs et les matières stockées au sens de la nomenclature des installations classées ainsi que les masses.<br><br>Cela doit aboutir à une situation administrative actualisée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 2 : Conditions d'exploitation : bâtiment B0**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 1.3.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nature des stockages dans le bâtiment B0.   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le bâtiment B0 est réservé uniquement au remisage de matériel (outillage,...).  |
| <b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 20/05/2015, EM1 :<br>L'exploitant stocke des semences (matières combustibles) dans le bâtiment B0.<br>Il doit choisir entre respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral ou mettre en conformité le bâtiment pour le stockage de matière combustible.<br><br>Constat le 19/10/2022:<br>A l'heure actuelle le bâtiment B0 ou V0 n'est plus exploité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 3 : Activités menées au sein de l'établissement**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 1.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Activités au sein du bâtiment B3  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement est destiné au stockage de composants pour l'industrie automobile, de leur emballage, et de tabac (sous-produit du tabac et feuilles de tabac reconstituées).<br>Le stockage de produit présentant des risques d'explosion est interdit.  |
| <b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 20/05/2015, E1 :<br>Le bâtiment B3 est loué par la société TREMBLAYE pour le stockage de moteurs de tracteurs. La société Semences de France n'avait pas conscience que sa responsabilité par rapport au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 05/05/1998 s'étend au bâtiment loué par la société TREMBLAYE.<br><br>Constat le 19/10/2022:<br>Il n'y a plus d'exploitation par la société Tremblay dans le bâtiment B3. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 4 : Installations électriques : actions correctives

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, articles 3.7.7 et 8.1.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites données aux rapports de contrôle des installations électriques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.7.7 :<br/>[...]<br/>L'installation électriques est entretenue en bon état : elles est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.<br/>[...]</p> <p>Article 8.1.4 :<br/>[...]<br/>Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 20/05/2015, E2 :<br/>Le dernier rapport de contrôle des installations électriques mentionne 10 remarques, sans actions correctives planifiées.</p> <p>→ Mener les actions correctives et communiquer à l'inspection l'attestation de réalisation des travaux requis pour lever les 10 remarques.</p> <p>Constat le 19/10/2022:<br/>Les contrôles électriques ont été effectués par DEKRA.<br/>Q19 - 22/06/2022 : le contrôle n'est pas exhaustif – A corriger pour le prochain contrôle.<br/>Le rapport ne mentionne pas d'anomalies. Sa version numérique est à transmettre à l'inspection des installations classées.<br/>Q18 – 27/10/2021 –<br/>Le document mentionne que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion<br/>Il comporte 15 remarques (dont 10 sur 15 sont récurrentes).<br/>L'exploitant doit mettre en place un plan d'action.<br/>La remarque menant à la conclusion d'un risque d'incendie et d'explosion devra être levée sous 2 mois, faute de quoi l'inspection des installations classées proposera au préfet de mettre l'exploitant en demeure.<br/>Les remarques récurrentes devront être levées dans un délai de 3 mois.<br/>Sa version numérique est à transmettre à l'inspection des installations classées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 5 : Consignes d'urgence

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence de consignes en cas d'incident   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour des consignes claires à l'attention du personnel, notamment sur le comportement en cas d'incident, l'usage de produits à risque, la mise en œuvre de feux nus.  |
| <b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 20/05/2015, E3 :<br>Aucune consigne incendie n'est présente sur le site. Il n'est prévu aucune communication ou organisation commune avec le locataire du bâtiment B3 en cas d'incendie.<br><br>→ L'exploitant établira des consignes et formera son personnel ainsi que le personnel de TREMBLAYE Logistique.<br><br>Constat le 19/10/2022:<br>Il n'y a plus de tiers exploitant sur le site.<br>Les consignes ne sont toujours pas disponibles.<br><br>Il est donné 3 mois à l'exploitant pour les établir et les rendre disponibles pour le personnel, faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 6 : Rétention des eaux d'incendie : bassin

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien du bassin d'orage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le réseau des eaux pluviales aboutit dans le bassin d'orage de 3000 m <sup>3</sup> équipant la zone d'activité.  |
| <b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 20/05/2015, E4 :<br>Le site dispose des quais de chargement (800 m <sup>3</sup> d'après l'arrêté préfectoral) pour recueillir une partie des eaux d'extinction. Lors de la visite, il a été observé que le bassin d'orage de la zone d'activité ne paraît pas entretenu. Aucune consigne ne permet de localiser et d'expliquer le fonctionnement des vannes d'obturation et du bassin d'orage en cas d'incendie.<br><br>→ L'exploitant veillera à ce que le bassin d'orage soit dans un état permettant de bénéficier en permanence d'un volume de 3000 m <sup>3</sup> . Des consignes seront rédigées et communiquées au personnel sur son fonctionnement.<br><br>Constat le 19/10/2022:<br>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un réseau muni d'une vanne d'obturation puis un petit bassin et un second bassin (creux boisé). Ces bassins ne sont pas étanches et la vanne d'obturation se situe en amont des deux bassins.<br>L'exploitant devra fournir un plan et une justification des volumes disponibles pour confiner les eaux d'incendie.<br>La vanne d'obturation devra être repérée et le plan devra être joint aux consignes d'intervention en cas d'incendie.<br>Faute d'une clarification sous trois mois, l'inspection des installations classées proposera au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



**N° 7 : Moyen de lutte contre l'incendie : désenfumage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surface de désenfumage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Elle comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface de la toiture.</p> <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 05/5/2015, R2 :<br/> L'exploitant n'a pas pu justifier de la suffisance des surfaces de désenfumage au regard de la prescription. Il ne dispose d'aucun plan d'implantation des exutoires.</p> <p>→ L'exploitant transmettra à l'inspection le pourcentage des surfaces de désenfumage.</p> <p>Constat le 19/10/2022:<br/> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier ses surfaces de désenfumage.<br/> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de le faire sous trois mois en joignant un plan, faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 8 : Conditions de stockage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Éloignement des stockages par rapport à la toiture   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Un espace minimal de 0,90 m est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en fonction des exigences de l'installation de détection incendie.</p> <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 05/05/2015, R3 :<br/> Lors de la visite, il est apparu que l'espace entre le sommet des matières stockées et la toiture était parfois inférieur à 0,90 m. Par mail du 22/01/2015, l'exploitant a indiqué qu'il avait contacté l'assureur pour connaître sa préconisation sur le sujet. Par ailleurs, il s'engageait à contacter le constructeur et/ ou l'installateur de la détection incendie pour déterminer la hauteur la plus adaptée.</p> <p>→ L'exploitant transmettra à l'inspection les avis des personnes consultées et mettra en œuvre ces préconisations pour rendre fonctionnelle la détection incendie.</p> <p>Constat le 19/10/2022:<br/> Cette disposition ne semble toujours pas respectée et les préconisations du constructeur et/ ou l'installateur de la détection incendie pour déterminer la hauteur la plus adaptée non plus.<br/> Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité sous trois mois, faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 10 : Formation du personnel

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formations en cas de sinistre  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Le personnel, notamment celui appelé à intervenir en cas de sinistre, reçoit une formation afin de permettre une intervention rapide des équipes de secours et limiter l'étendue d'un sinistre. Des exercices périodiques de simulation sont effectués dans cet objectif.</p> <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 05/05/2015, R5:<br/>Une formation de sécurité incendie a été repoussée en 2015 pour la manipulation des extincteurs et des RIA. Aucun exercice n'a été organisé jusqu'à présent.</p> <p>→ L'exploitant mettra en place un programme de formation de son personnel avec des recyclages réguliers et entraînera son personnel ainsi que le personnel de TREMBLAYE Logistique lors d'exercices.</p> <p>Constat le 19/10/2022:<br/>L'exploitant indique qu'une formation a été organisée concernant les extincteurs et les RIA. Il transmettra à l'inspection des installations classées la liste du personnel et les attestations de formations.<br/>Un exercice reste à réaliser.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 11 : Moyen de lutte contre l'incendie : poteaux d'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1998, article 8.2.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la disponibilité et du débit des poteaux d'incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 05/05/2015, R6 :<br/>Le site dispose de 3 poteaux incendie. Selon la mairie, le débit disponible est de 110 m<sup>3</sup>/h. Aucune indication n'a été donnée sur la mesure de ce débit : en simultanée, à quelle pression ? Les poteaux n'ont pas été réceptionnés par le SDIS.</p> <p>→ L'exploitant prendra contact avec les pompiers pour valider le nombre et la disposition des poteaux incendie.</p> <p>Constat le 19/10/2022:<br/>Pas d'avancée sur ce point.<br/>Il est proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité sur ce point sous trois mois.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie : vérification

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des matériels  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p><b>Constats :</b> Suites de l'inspection du 05/05/2015, R7 :<br/> L'exploitant a déclaré que l'élaboration d'un contrat était en cours pour la vérification annuelle de la détection incendie. Des détecteurs VESDA sont en place et reliés à une centrale avec appel du directeur et de 2 autres numéros en cas d'alarme. Les portes coupe-feu ne sont pas contrôlées.</p> <p>→ L'exploitant programmera les contrôles des portes coupe-feu et de la détection incendie en 2015 et fournira les compte-rendus d'intervention à l'inspection.</p> <p>Constat le 19/10/2022:<br/> Rapports de vérification non tous disponibles.<br/> Par mail du 20/10/2022, l'exploitant a transmis :<br/> - un rapport Desautel correspondant à une intervention du 13 décembre 2021 portant sur 70 extincteurs portatifs, 11 extincteurs sur roues et 9 RIA. Ce rapport est peu explicite concernant ses conclusions,<br/> - rapport daté du 09/12/2021 mentionnant de manière manuscrite bon fonctionnement du système de désenfumage et des portes coupe feu - aucune anomalie constatée.<br/> - un devis Desautel non chiffré du 23/11/2021 portant sur le remplacement de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).<br/> L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais les rapports de vérification explicites sur la conformité concernant la détection incendie, les portes coupe-feu, les trappes de désenfumage, les extincteurs et les RIA accompagnés le cas échéant des attestations de conformité aux référentiels en vigueur.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |